



Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement

Bulletin international sur l'intégration de la prévention de la violence armée et sa transformation en stratégies pour le développement

Numéro 8, Novembre 2009

Cette publication électronique soutient le processus de la *Déclaration de Genève* sur le lien existant entre la violence armée et le développement. Sur la base des efforts pratiques faits en vue de prévenir et réduire la violence armée dans le monde, elle a pour objectif d'inspirer les gouvernements, les organisations internationales et celles de la société civile et de les encourager à agir. Les initiatives dont il est question ici peuvent contribuer à transmettre des connaissances et des enseignements et à identifier des moyens susceptibles de faire le lien entre les programmes de développement et les stratégies de prévention et de réduction de la violence armée. La Déclaration de Genève, à laquelle adhèrent aujourd'hui 108 Etats de toutes les régions du monde, s'engage à traduire ses objectifs dans des actions concrètes, fondées sur les trois piliers de son programme: "**Plaidoyer**", "**Etablissement de programmes**" et "**Quantification et recherche**", "

Pour de plus amples informations sur la *Déclaration de Genève* et ses activités, voir le site: www.genevadeclaration.org .

Dans ce numéro

Plaidoyer:

Nouveau rapport de l'ONU sur la Violence armée et le développement.
Réunions régionales sur Violence armée et développement.
La Norvège s'associe au PNUD pour la réduction de la violence armée
Afrique de l'Ouest: Les moteurs de la violence des armes

Programmes:

Action ciblée sur les cadres de travail nationaux au sein de la Déclaration de Genève
République démocratique du Congo: Justice communautaire à l'Est du Congo.
Une agence danoise d'aide humanitaire prend pour thème la sécurité communautaire.
Conférence sur la rééducation et la réinsertion des enfants victimes de la guerre.
Pakistan: aborder la violence armée et le développement au niveau communautaire

Quantification et recherche:

OCDE: Rencontre sur la réduction de la violence armée.

L'OMS accueille un "Milestone Meeting" (rencontre d'étape) sur la prévention de la violence.

Papouasie Nouvelle Guinée: Une recherche en santé publique sur la violence armée.

CICR: Rapport sur l'impact des conflits et de la violence armée sur les civils.

Publications:

Aide et violence: Politiques de développement et conflits au Népal.

Politiques agricoles et griefs des populations locales au Rwanda.

Promotion de la sécurité dans les Etats fragiles.

Plaidoyer

A ce jour, la Déclaration de Genève a été adoptée officiellement par 108 pays, le Luxembourg étant le plus récent à y adhérer. En adhérant à la Déclaration de Genève, les Etats doivent s'engager à mettre tout en œuvre pour aboutir, à l'horizon 2015 à une réduction quantifiable de la violence armée. L'adhésion signifie aussi que les Etats doivent faire preuve de transparence et d'ouverture en ce qui concerne la nature et la gravité de la violence armée sur leur territoire.

L'ONU publie un nouveau rapport sur la violence armée et le développement. Le rapport du Secrétaire général sur "Promotion du développement par le biais de la réduction et la prévention de la violence armée" a paru le 5 août 2009 dans les cinq langues de travail de l'Organisation, c'est le document A/64/228. Comme nous l'avons mentionné dans des numéros précédents du bulletin de nouvelles de la DG (GD Newsletter), ce rapport a été demandé par une résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en décembre 2008. Plus de trente gouvernements et organisations de la société civile ont fourni les éléments qui sont à la base de ce texte. Le rapport prend très fermement position sur les liens existant entre la violence armée et le développement, analyse la relation en profondeur et conclut par une série de recommandations adressée à différents acteurs.

Le rapport est à l'ordre du jour de l'Assemblée générale pour le 16 novembre 2009. Ce jour-là, le Groupe pilote des Etats ayant adhéré à la Déclaration de Genève exprimera son soutien à l'égard de ce rapport et ses recommandations et esquissera une feuille de route pour l'action à entreprendre, notamment l'introduction d'une nouvelle résolution à l'Assemblée générale du printemps 2010. Ce Groupe de la DG projette d'organiser une réunion d'information spéciale devant se tenir à l'ONU le même jour afin de souligner l'importance du rapport et des actions entreprises actuellement sur les questions relatives à la violence armée et au développement. Consultez le site internet de la DG pour des détails supplémentaires et un lien vers le rapport de l'ONU et du processus qui lui est lié: <http://www.genevadeclaration.org/index.html>

Réunions régionales sur la violence armée et le développement. Le processus de la Déclaration de Genève comporte maintenant des réunions régionales de "deuxième

génération" qui étudieront des questions liées aux programmes pratiques et à la recherche. Le premier séminaire de cette nouvelle série s'est tenu à Cartagena, en Colombie, du 20 au 23 avril 2009. Ce séminaire a été organisé conjointement par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) - Bureau pour la prévention des crises et le relèvement (BCPR) et le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique Latine et dans les Caraïbes (UN-LIREC), avec le soutien du Ministère espagnol des Affaires étrangères et de la coopération. Pour plus de détails, voyez le site internet de la Déclaration de Genève, notamment les rapports de groupes (en espagnol seulement) et le résumé du président (anglais et espagnol): <http://www.genevadeclaration.org/regional-declarations.html> D'autres réunions régionales de cette nouvelle série sont encore dans une première phase de discussion. Au nombre des rencontres possibles figure une réunion devant être organisées par UN-LIREC en Jamaïque pour la région des Caraïbes, au début de 2010, et une autre aux Philippines qui aura lieu à Manille en mars 2010, destinée à des experts des gouvernements et de la société civile de l'Asie du Sud-est et du Pacifique.

La Norvège s'associe au Programme des Nations Unies pour le développement pour réduire la violence armée. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Norvège se sont associés dans un nouvel effort public pour tenter de réduire la violence armée. "Ensemble, nous œuvrerons à la mise sur pied d'un cadre de travail en vue de l'action pratique – entre les gouvernements les organisations internationales et la société civile – ayant pour but de réaliser d'ici à 2015 des réductions mesurables du fardeau mondial que constitue la violence armée", a déclaré Helen Clark, administratrice du PNUD, à Oslo en octobre dernier, lors d'une visite de quatre jours au cours de laquelle elle s'est aussi arrêtée en Finlande et en Suède.

<http://content.undp.org/go/newsroom/2009/october/undp-norway-pledge-to-reduce-armed-violence.en>

L'un des fruits de cet intérêt accru sera la tenue d'une **Conférence sur la violence armée et le développement à Oslo**, organisée conjointement par la Norvège et le PNUD les 21 et 22 avril 2010, dans le cadre de la plateforme de la Déclaration de Genève. Cette manifestation de haut niveau est destinée à mobiliser un soutien politique pour traiter le problème de la violence armée au cours du processus d'examen des Objectifs du millénaire. Ces sessions devraient mettre en lumière l'impact de la violence armée sur la réalisation des objectifs du Millénaire (et inversement) et traiter de domaines thématiques tels que la violence urbaine, celle des jeunes et la violence de genre, en mettant l'accent sur les occasions offertes à l'élaboration d'éléments de programmes aux échelons national et local.

Afrique de l'Ouest: gouvernance, développement inéquitable et exclusion sont les moteurs de la violence armée. M. Olubanke King Akerele, Ministre des Affaires étrangères du Libéria, parlant des causes de la prolifération des armes légères dans ce pays, a mis l'accent sur des facteurs tels que la gouvernance et la répartition inéquitable des ressources qui aboutissent souvent à des coups d'Etat, des politiques ethniques et des pratiques d'exclusion, notamment celles qui relèvent de la citoyenneté, les violations des droits de l'homme et la corruption institutionnelle. M. Akerele a également indiqué que la CEDEAO, dont le Libéria est membre, soutient l'opinion selon laquelle la prévention des

conflits, la démocratie et la bonne gouvernance sont étroitement liés et qu'il est de ce fait nécessaire d'établir des mécanismes visant à prévenir les conflits. Le Ministre a fait ces remarques au cours d'une rencontre pour la synergie inter-agences destinée au gouvernement et à la société civile, organisée par la Commission nationale sur les armes légères du Libéria, en collaboration avec la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement. <http://www.liberianobserver.com/node/1411>

Programmes

Le processus de la Déclaration de Genève invite tous les Etats membres des Nations Unies ainsi que les ONG à adopter des méthodes proactives et globales de prévention et de réduction de la violence armée sur le terrain. Heureusement, des milliers d'initiatives visant à réduire la violence sont actuellement en cours dans le monde. Nombre d'entre elles s'inspirent de perspectives liées au développement pour combattre la violence. Le choix que nous offrons ci-après ne présente qu'une esquisse de ce qui se fait chaque jour dans les communautés touchées. Pour encourager la formation et améliorer la pratique, le Groupe pilote de la Déclaration de Genève aide un certain nombre de "pays-cibles" à projeter, planifier, mettre en œuvre et évaluer leurs activités visant à la réduction de la violence. On trouvera des informations à ce sujet à l'adresse: www.genevadeclaration.org.

Action au sein du cadre de travail des pays-cibles. L'élaboration de ces programmes est actuellement en cours dans six pays d'accueil et est soutenue par une large palette de gouvernements donateurs, d'agences internationales et de la société civile. En **Jamaïque** par exemple, le gouvernement et le PNUD ont élaboré un programme sur la violence armée et la paix qui met en place une politique de sécurité communautaire, établit un observatoire sur la violence dans quatre communautés et sur la recherche d'autres soutien et de moyens d'existence de remplacement. En **Papouasie-Nouvelle Guinée** des initiatives sont prises dans le cadre d'un programme de construction nationale pour le développement qui comprend des domaines de travail sur l'édification de la paix, la sécurité communautaire, le genre et autres thèmes. Au **Kenya**, les activités se poursuivent dans le cadre du groupe de coordination des donateurs, groupe comprenant les donateurs, le gouvernement, la société civile et des représentants d'instituts de recherche. Les programmes kenyans sont très divers et comportent la création d'une infrastructure pour la paix (p. ex. des comités locaux pour la paix), des formations destinées aux parlementaires et aux hauts fonctionnaires sur la gestion et la résolution des conflits ainsi que la construction de la paix, ainsi que des activités menées dans les régions d'éleveurs sur les moteurs de la violence, notamment les facteurs environnementaux, sociaux et économiques.

République démocratique du Congo: Justice communautaire dans le Congo oriental. Au milieu du chaos et de l'anarchie du Congo oriental, une organisation locale a élaboré une méthode innovatrice pour régler les disputes et promouvoir la justice, communauté par communauté. Arche d'Alliance, partenaire du projet de plaidoyer (Advocacy Project) à Uvira, a créé des Comités de médiation et conciliation (CMC) dans

24 communautés du Sud-Kivu. Les CMC fonctionnent comme "tribunaux" alternatifs pour des litiges concernant la propriété immobilière, les dettes, l'héritage et les querelles domestiques, et ils allègent les pressions dont souffre le système surchargé de la justice congolaise. Ils constituent aussi une source importante d'assistance juridique pour les réfugiés et les déplacés internes dans les régions rurales mal desservies. Les CMC locaux agissent aussi en tant que centres de diffusion d'informations en matière de santé publique, de sécurité, de connaissance de la constitution et des droits fonciers des réfugiés et de leur réinsertion. Le CMC de Luvungi existe depuis 2006 et attire des villageois de 30 km. à la ronde. <http://advocacynet.org/resource/1259>

Une agence danoise d'aide humanitaire prend pour thème la sécurité communautaire. L'ONG de développement DanChurchAid (DCA) a établi une nouvelle politique de prévention et de réduction de la violence armée. Cette nouvelle orientation se fonde sur le thème déjà existant de la sécurité humaine, mais met l'accent sur la sécurité communautaire. DCA va adapter ses programmes existants ou en lancer de nouveaux qui s'attaqueront à la vaste série des facteurs de risque de violence armée. Les activités comprendront: la réinsertion des anciens combattants, l'amélioration des relations entre la police et la collectivité, la mise en lumière des dangers inhérents à la possession d'armes, l'aide aux jeunes à trouver des occupations remplaçant l'adhésion à des gangs, l'amélioration des lieux de dépôt des armes appartenant à l'Etat et l'accroissement des possibilités d'accès à la justice pour que l'on puisse identifier les auteurs de violence armée et les poursuivre en justice. Voir, pour plus d'informations: www.danchurchaid.org

Conférence sur la réhabilitation et la réinsertion des enfants victimes de la guerre. Pour célébrer les 20 ans d'existence de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, une conférence interdisciplinaire internationale sur la réhabilitation et la réinsertion des enfants victimes de la guerre a eu lieu à Bruxelles les 22 et 23 octobre 2009. La conférence s'est centrée sur deux perspectives: une approche plus individuelle grâce au soutien psychosocial offert aux enfants victimes de la guerre, et une perspective davantage axée sur la société et centrée sur la justice transitionnelle. Les droits des enfants constituaient le cadre général des travaux. [D'autres informations sont disponibles](#)

Pakistan: Aborder la violence armée et le développement au niveau communautaire. La situation de l'ordre public dans la plupart des régions du Pakistan se détériore et a mis un frein au développement, en particulier dans les Zones tribales (Federally Administered Tribal Areas – FATA) de ce pays. Frustrés, des jeunes de ces tribus qui ont vécu dans une société fermée et conservatrice, ont pris les armes et sont très vulnérables au recrutement par des groupes armés *ihadistes*. L'ONG pakistanaise Community Appraisal and Motivation Programme (CAMP) a travaillé en étroite coopération avec les communautés locales et les groupes de jeunes dans les zones reculées des FATA par le biais de divers projets de développement et de prévention des conflits, en mettant l'accent sur la participation des autorités locales. Les programmes sont centrés sur l'amélioration des compétences techniques des groupes de jeunes et des autorités locales dans les domaines de la prévention et de la transformation des conflits, du plaidoyer et de l'action des groupes de pression, ainsi que de la gestion du développement participatif dans leurs régions ou villages respectifs. Par un effort complémentaire visant à réduire la possibilité

d'acquérir des armes légères et de la demande de ces armes, CAMP engage la société civile, les responsables gouvernementaux et les parlementaires à soutenir la Campagne internationale pour un Traité sur le commerce des armes (ATT). Plus d'informations à l'adresse www.camp.org.pk

Quantification et recherche:

Un plaidoyer solide et un bon établissement de programmes reposent sur des preuves bien fondées. De bonnes preuves, à leur tour, dépendent d'une recherche sérieuse. Le processus de la Déclaration de Genève soutient la recherche aux niveaux national et local, afin de pouvoir intervenir en toute connaissance de cause, mais aussi pour promouvoir la prise de conscience quant aux risques et aux dangers qu'entraînent la violence armée et le sous-développement. Les faits qui suivent sont des exemples de recherches innovatrices et pionnières qui ont éclairé les liens existant entre la violence armée et le développement.

OCDE: Réunion sur la réduction de la violence armée. Le Réseau international de l'OCDE sur les conflits et les situations de fragilité, a tenu le 24 septembre sa réunion semestrielle du groupe consultatif sur la réduction de la violence armée, présidée conjointement par le Royaume Uni et le PNUD; des donateurs importants de la Réduction de la violence armée et des experts s'y sont retrouvés pour donner leurs conseils sur le développement des produits et des politiques de l'OCDE dans ce secteur. Plusieurs produits attendus comporteront: une étude sur la réduction de la violence armée pour situer des interventions dans 6 environnements différents, de même que des notes de programmation sur la violence armée urbaine, la violence armée des jeunes et les liens entre la Réforme du secteur de sécurité (SSR) et la Réduction de la violence armée (AVR). On s'efforce de faire en sorte que ces développements soient en pleine cohérence avec le processus de la Déclaration de Genève. Sur la politique et les approches des donateurs par rapport à la réduction de la violence armée, veuillez consulter *Armed Violence Reduction: Enabling Development*, OECD DAC 2009 (Réduction de la violence armée: rendre le développement possible), disponible à l'adresse http://www.oecd.org/document/21/0,3343,en_2649_33693550_42281877_1_1_1_1,00.html

L'OMS accueille le "Milestone Meeting" (rencontre d'étape) sur la prévention de la violence. Les 18 et 19 septembre, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a accueilli le 4^{ème} "Milestone Meeting" en vue d'une Campagne mondiale pour la prévention de la violence. Au nombre des participants, qui étaient près de 200, on comptait des universitaires, des professionnels de la santé, des praticiens de la justice pénale, des représentants de divers gouvernements et de l'OMS. La conférence qui a duré deux jours a traité de la violence en tant que risque systémique pour la santé que l'on peut attribuer à des facteurs de risque liés à une causalité auxquels s'opposent des facteurs de résilience préventive. Des chercheurs ont décrit de nombreuses manières dont les preuves empiriques peuvent être utilisées pour parvenir à une meilleure compréhension de la violence et élaborer des politiques en connaissance de cause, par exemple en cartographiant et profilant les victimes et les auteurs des violences. Certains praticiens

ont donné des exemples de programmes de prévention de la violence couronnés de succès, fondés sur des preuves solides. Les participants se sont accordés à dire que le succès dépendra de la capacité d'aller au-devant des décideurs et d'améliorer la collaboration entre le secteur de la santé publique et ceux de la justice pénale et de la sécurité. La conférence a présenté *Violence prevention: the evidence* une série de directives en huit parties concernant les interventions destinées à prévenir la violence interpersonnelle et celle dirigée contre soi-même:

http://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/4th_milestones_meeting/publications/en/index.html

Les exposés, le rapport de la rencontre et la liste des participants sont disponibles sur l'internet, à l'adresse:

http://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/4th_milestones_meeting/en/index.html

Papouasie Nouvelle Guinée: Une recherche en santé publique sur la violence armée.

Des étudiants en médecine de Nouvelle Zélande effectuent une recherche axée sur la pratique pour prévenir la violence des armes à feu dans la région du Pacifique. Membres de la branche néozélandaise de International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW), ces étudiants sont actuellement en train d'évaluer le succès du programme de désarmement supervisé par les Nations Unies à Bougainville, en Papouasie Nouvelle Guinée (PNG). Ce projet de recherche se sert de l'analyse rétrospective des archives des hôpitaux, qui s'est avérée une aide pour l'identification de groupes en danger d'être blessés. Lorsque les facteurs de risque ont été identifiés, des interventions peuvent être planifiées pour prévenir d'autres blessures et morts. Un autre projet a évalué les conséquences des guerres tribales pour la santé publique dans les montagnes de PNG, contribution à des campagnes de la société civile telles que la Coalition pour mettre fin à la violence par armes à feu, PNG (à laquelle participent Oxfam et le PNUD).

<http://www.ippnw.org/Programs/AFP/index.html>

Notre monde. Perspectives du terrain: l'impact des conflits armés et de la violence armée sur les civils. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a commandité des recherches quantitatives (statistiques) visant à mesurer l'impact des conflits armés sur la population civile dans huit des pays les plus troublés du monde, qui passent par des conflits armés ou souffrent de leurs séquelles. Ces pays sont l'Afghanistan, la Colombie, la République démocratique du Congo, la Géorgie, Haïti, le Liban, le Libéria et les Philippines. Dans chacun de ces pays, un échantillonnage largement représentatif de la population adulte a été interviewé, soit en personne, soit par téléphone. Les questions concernaient l'expérience personnelle que les gens avaient faite du conflit et de la violence des armes, l'impact spécifique qu'il avait sur eux, leur opinion sur la conduite acceptable que l'on doit attendre des combattants, l'efficacité et les actions souhaitées de la part d'organisations liées au CICR et de tierces parties, la connaissance des Conventions de Genève et le rôle des travailleurs de la santé pendant le conflit armé.

[Rapport complet](#)

Publications:

Aid and Violence: Development Policies and Conflict in Nepal. Le Parti communiste du Népal (Maoïstes) a engagé sa "Guerre populaire" en 1996. Simultanément, l'aide étrangère faisait partie intégrante des efforts de développement du pays depuis les années 1950 et la communauté des donateurs était le partenaire clé des succès et des échecs du Népal. Comment ces deux réalités, l'insurrection et l'aide étrangère, sont-elles en interaction? Ce rapport publié par le Feinstein International Center de la Tufts University, aux États-Unis, examine les causes profondes des succès maoïstes et les politiques et activités des donateurs au Népal, ainsi que leur interaction avec l'environnement du conflit. Il montre que les acteurs de l'aide n'avaient pas entièrement saisi la nature de la discrimination de caste de classe et d'ethnie dans les régions rurales du Népal, ni le fait que le "développement" ne profitait pas aux groupes les plus désavantagés. L'échec du développement peut donc être considéré comme un facteur ayant contribué à l'insurrection.

[Pour télécharger, cliquez ici.](#)

Agricultural Policies and Local Grievances in Rural Rwanda. Chris Huggins, consultant et ancien chercheur pour Human Rights Watch, a écrit cette analyse de la manière dont les politiques de développement économique peuvent menacer la sécurité d'un pays en développement. De nombreux observateurs ont identifié la pénurie de terres et la pauvreté rurale comme facteurs ayant contribué au génocide rwandais et sources potentielles d'instabilité et de futurs conflits au Rwanda. Si la croissance économique de ce pays a été impressionnante, il reste que l'inégalité s'accroît constamment et les bienfaits des investissements se sont fait sentir surtout à Kigali. Le gouvernement du Rwanda semble avoir reconnu ces dangers et a entrepris un programme ambitieux de réformes agraires et agricoles. Cependant le travail sur le terrain suggère que les réformes elles-mêmes font courir à la stabilité du pays des risques graves, en raison des objectifs lointains de la politique et des moyens répressifs avec lesquels elles seront probablement mises en œuvre. Voir *Peace Review*, Vol. 21, No. 3 (Automne 2009).

Security Promotion in Fragile States: Can Local Meet National? Exploring the Connections between Community Security and Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR). Ce rapport d'août 2009 provenant du Netherlands Institute of International Relations 'Clingendael' passe en revue la littérature existant sur lien entre la sécurité communautaire et les processus de DDR et leurs programmes, qu'ils aient été lancés d'en-haut, par l'État, ou des agences multilatérales, ou d'en-bas, par des ONG et des collectivités. Les étapes suivantes du travail sur les projets et les rapports se baseront sur des travaux sur le terrain au Burundi, en Colombie, en République démocratique du Congo et au Soudan. Elles définiront des méthodes spécifiques aux contextes pour réaliser le DDR au niveau des communautés, susceptible d'améliorer la sécurité humaine des populations affectées par les conflits et d'aider à prévenir la prolifération des armes légères et de petit calibre. [Voir le document complet](#)
Consultez aussi: www.genevadeclaration.org/resources.html

Faites-nous connaître votre avis

Pour plus d'informations:

Souhaitez-vous faire part d'informations sur des activités en cours dans votre pays et signaler des publications qui traitent de l'interface entre la prévention et la réduction de la violence armée et le développement? Si vous connaissez des projets couronnés de succès, passés ou en cours, dont vous pensez qu'ils pourraient être utiles, partagez-les avec nos lecteurs. Pour prendre contact avec la rédaction, envoyez un e-mail à l'adresse: newsletter@genevadeclaration.org

Ce bulletin est publié et diffusé par le Bureau Quaker auprès des Nations Unies (QUNO) à Genève; il cherche à sensibiliser ses lecteurs aux questions et aux programmes liés au développement et à la violence armée et à accroître l'engagement en faveur du processus de la Déclaration de Genève.

QUNO a été chargé par le groupe des Etats adhérant à la DG d'informer la société civile sur le processus de la Déclaration de Genève.